



HAL
open science

Compte rendu d'ouvrage - Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie.

Alain Pouliquen

► **To cite this version:**

Alain Pouliquen. Compte rendu d'ouvrage - Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie.. Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales, 2004, 70, pp.109-112. hal-01201057

HAL Id: hal-01201057

<https://hal.science/hal-01201057>

Submitted on 17 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

VLADIMIR YEFIMOV, Économie institutionnelle des transformations agraires en Russie.

Paris, L'harmattan, 2003, 395 p.

Cet ouvrage important est en grande partie issu de la (troisième) thèse doctorale soutenue par l'auteur, après un long parcours de recherche scientifique de haut niveau et d'expertise, en Russie, puis en France.

En introduction, l'auteur définit et articule soigneusement ses options théoriques et méthodologiques, identifiées académiquement. Son option centrale, celle de *l'ancienne* économie institutionnelle de J.-R. Commons, tributaire des pragmatismes de Pierce et de Dewey, le conduit à la « recherche compréhensive », « qualitative » et « phénoménologique », à la « théorie ancrée » (*grounded theory*) et aux enquêtes semi-directives auprès des acteurs. Tout cela en opposition au primat de l'abstraction *a priori*, purement déductive, de l'économie néo-classique standard dont l'application initiale – comme utopie normative – à la réforme post-soviétique de l'agriculture russe a été incapable de comprendre et d'orienter les processus réels, avec des résultats économiques désastreux. Puis, l'auteur annonce son fil directeur alternatif: la détermination du changement par les interactions entre idéologie, législation et fonctionnement des institutions.

La première partie historique illustre remarquablement la capacité de cette dynamique d'interactions à expliquer les bouleversements et les permanences profondes – du 16^e siècle à nos jours – du « régime agricole » russe. Celui-ci est défini comme un système complexe de trois institutions – le domaine, l'exploitation paysanne et la communauté rurale – envisagées dans leurs traits et rapports spécifiques. L'auteur revisite selon cette grille d'analyse les acquis de la riche littérature sur la question agricole russe durant les ères tsariste et soviétique, puis en retire les clés majeures d'une première explication globale – plus inédite – de l'échec de la réforme agricole post-communiste durant la dernière décennie.

Dans la deuxième partie, cette explication se nourrit *en détail* d'observations de terrain obtenues, selon l'option « phénoménologique » de l'auteur, par de nombreuses interviews semi-directives auprès des acteurs des diverses institutions concernées. Les enquêtes sont d'abord menées par institution: entreprises agricoles (*ex-kolkhozes/sovkhozes*), exploitations familiales « privées » (nouvelles) et « personnelles » (*lopins* de subsistance), administrations territoriales. Puis, leur exploitation est transversale et comparative par thème. L'ensemble construit un « film » très vivant, dont les acteurs nous expliquent eux-mêmes le jeu complexe de leurs interrelations et la dynamique socio-économique d'ensemble qui en résulte. On peut en dégager les points-clés suivants.

En règle générale, les titres de propriété remis aux travailleurs des *kolkhozes/sovkhozes* sur la terre et le capital d'exploitation n'ont fonctionné que comme « cartes de membres de la communauté », légitimant leur prélèvement coutumier sur l'entreprise (indépendamment de ses profits ou pertes et en partie par le vol toléré) des moyens cruciaux de leur survie dans leurs *lopins* familiaux de semi-subsistance: fourrages, aide mécanique, divers services. Depuis la chute du système soviétique, l'augmentation de ce prélèvement sur

l'entreprise agricole est d'autant plus importante qu'elle se conjugue à la corruption et aux carences des dirigeants, des administrations locales et des circuits semi-maffieux d'amont et d'aval, pour rétrécir fortement les revenus des kolkhozes/sovkhozes et, avec eux, l'emploi et les salaires du travail collectif. Cette « symbiose perverse » des lopins de survie et des ex-kolkhozes/sovkhozes ainsi que le « vol généralisé » conduisent à la décapitalisation et à l'extensification extrême de ces derniers, ironiquement transformés en simples annexes des premiers, et – en perspective – à leur éclatement. En effet, la disparition progressive des tracteurs, camions et machines implique à terme un retour à des exploitations et communautés paysannes de dimensions adaptées à la traction animale. Paradoxalement, cette régression des ex-kolkhozes/sovkhozes n'a été freinée, durant la dernière décennie, que par les restes des leviers de pression soviétiques dont disposent encore les administrations locales et régionales à leur égard (par exemple, l'accès physique aux intrants et à divers services cruciaux contre des livraisons minimales de récoltes). Mais, ces leviers sont affaiblis par la disparition de leur ancien cadre institutionnel global (le parti-État omnipotent) et leur efficience économique locale ne tient plus qu'aux relations personnelles et aux profils moraux exceptionnels de certains dirigeants de type ancien, agissant en « pères » autoritaires de la communauté rurale, et non pas selon le modèle standard de l'entrepreneur face à des marchés et un droit constitués. D'un autre côté, la formation d'exploitations familiales marchandes et intensives de type ouest-européen a globalement échoué, du fait de l'absence de circuits adéquats, en amont et en aval, et de la résistance (logique) des kolkhoziens, des appareils administratifs locaux et régionaux et de leurs lobbies nationaux, ainsi que du fait de la rareté des profils humains et des compétences requis. À cet égard, l'auteur montre que les institutions de formation des responsables de la réforme agraire reproduisent encore majoritairement les croyances et les valeurs propres au système antérieur. Au total, c'est bien l'absence d'une construction *institutionnelle* adéquate qui explique fondamentalement l'échec de la réforme économique dans l'agriculture russe, l'effondrement de sa production et sa recomposition régressive au profit des lopins de subsistance, jusqu'en 1998-1999.

Pourtant, dans la troisième partie, l'analyse des « tendances du changement institutionnel dans le secteur agroalimentaire russe » révèle un récent infléchissement partiel de cette trajectoire régressive.

D'un côté, au-delà de leur diversité idéologique et programmatique, les plateformes agraires des partis politiques restent conservatrices par leur ignorance commune du cœur de la crise agricole, à savoir la « symbiose perverse », déjà mentionnée, d'une puissante logique de survie et d'une logique d'entreprise dépourvue de force économique endogène. Mais, après la défaite politique du lobby agraire qui résistait à la stratégie officiellement libérale de Eltsine, le primat de l'idéologie « communiste-conservatrice » cède la place, sous Poutine, à celui d'une idéologie « libérale-conservatrice ».

Cette inflexion idéologique se traduit par une nouvelle politique agricole qui exploite pragmatiquement les forces du marché là où elles se manifestent spontanément. Son axe central est donc un soutien résolu au récent mouvement capitaliste *d'intégration verticale oligopoliste d'ex-kolkhozes/sovkhozes par les « agro-holdings »* créés par certaines industries alimentaires et d'autres groupes industriels, prenant le contrôle direct des terres et capitaux agricoles concer-

nés, par achat ou location. Ce mouvement spontané est largement amplifié par la libéralisation de l'achat-vente et de la location des terres des ex-kolkhozes/sovkhozes (loi du 24 juin 2002), la reprise en main centrale des pouvoirs provinciaux dont l'appui est crucial, et des allègements fiscaux pour les investissements agricoles des *agro-holdings*. L'auteur décrit plusieurs cas représentatifs de ce nouveau capitalisme « latifundiaire », qui a déjà contribué à la relance des grandes productions végétales mécanisées depuis 1999. Mais, faute d'information suffisante, l'ampleur de son développement n'est pas connue et ses traits qualitatifs restent flous, en particulier sur le point crucial de son articulation avec la logique de subsistance des villages kolkhoziens.

Enfin, l'auteur élargit la portée de son schéma explicatif en comparant le cas russe à quelques trajectoires agraires représentatives d'autres ensembles géopolitiques. Minutieusement présentée, la construction institutionnelle française du dernier demi-siècle, au service de l'exploitation familiale marchande, illustre le gouffre de carences qui vouait à l'échec la tentative russe d'importer la voie ouest-européenne, durant la dernière décennie. Rapidement survolés, les itinéraires post-communistes des agricultures des PÉCO (pays d'Europe centrale et orientale) et de la Chine ont confirmé jusqu'à présent – et au-delà de leur grande diversité – la forte inertie de l'héritage structurel dualiste de l'ère communiste en agriculture ou de l'un de ses deux pôles. Au Kenya, le retour aux formes communautaires coutumières a finalement triomphé des tentatives britanniques de privatisation de la terre, durant les années 50. Enfin, c'est encore par l'histoire institutionnelle que l'auteur explique le contraste entre l'écrasement des minifundistes brésiliens par le capitalisme latifundiaire et la résistance des communautés paysannes de survie en Russie.

La conclusion resitue l'ensemble des résultats analytiques de l'ouvrage dans une synthèse très dense, qui met en relief les déterminations macro-économiques, sociologiques et culturelles de la trajectoire agraire de la Russie, aux diverses étapes de son histoire. Celle de la « transition » post-communiste débouche pour l'auteur sur le dilemme stratégique suivant. D'un côté, on constate sans surprise que le nouveau capitalisme agraire verticalement intégré se développe sélectivement dans le milieu naturel et politique favorable de certaines provinces du Sud. Mais, on ne sait pas encore jusqu'à quel point il adopte le mode latifundiaire « latino-américain », qui détruirait le vieux système communautaire de survie des villages kolkhoziens, ou passe avec lui les compromis locaux qui en assureraient la reproduction. D'un autre côté, la nouvelle politique agricole ne traite pas directement la « symbiose perverse » qui menace les autres ex-kolkhozes/sovkhozes, encore très majoritaires, d'absorption « africaine » par la logique de subsistance communautaire, si cette symbiose n'est pas rompue par une autre réforme institutionnelle *ad hoc*. L'auteur rappelle la réforme qu'il recommande depuis 1996 aux autorités russes : une partition nette et équitable des terres des ex-kolkhozes/sovkhozes entre des entreprises purement commerciales et des coopératives municipales de *semi*-subsistance, profilées pour rester économiquement viables. En toute hypothèse, le pouvoir russe est désormais confronté à la question centrale suivante : l'éclatement territorial du vieux « régime agraire russe », entre le nouveau capitalisme agricole et la régression « africaine », annonce-t-il sa mort lente ou prépare-t-il un nouveau bouleversement institutionnel qui en préserverait la permanence profonde ?

L'apport considérable de cet ouvrage à l'intelligence de la question agraire russe, historiquement enracinée et située dans le débat théorique mondial sur le développement agricole, en fait une référence actualisée de premier plan, sur cette question importante qui en manque singulièrement. L'ouvrage est aussi une démonstration convaincante de l'aptitude singulière de l'économie institutionnelle à comprendre le jeu complexe des déterminations du changement socio-économique, d'une manière potentiellement indispensable à la prospective et à l'élaboration des politiques publiques.

Alain POULIQUEN

INRA-MOISA, Montpellier